En-tête de la société

……..

……..

PLATEFORME

……..

Anticipée par courriel et confirmée par LRAR

Objet et date

Madame, Monsieur,

À la demande de mon expert-comptable (ou préciser tout autre organisme), j'ai souscrit à votre solution de facturation électronique le [date], sur la base des informations communiquées concernant sa fiabilité, sa conformité réglementaire, son statut au regard de la réforme de la facturation électronique, la sécurité des données traitées et sa capacité à assurer l'émission, la réception et la transmission des factures électroniques.

Il m'a été précisé en outre que, si je ne souscrivais pas dès à présent, j'allais être sanctionné par les services fiscaux.

Or, il s'avère que les informations relatives au fonctionnement des plateformes et à leur fiabilité sont remises en cause par la majorité des techniciens en la matière ; par ailleurs, cette dernière information est fausse.

Aucune sanction ne peut m'être infligée avant le 1er septembre et, si je n'ai pas souscrit à cette date à une plateforme, les services fiscaux doivent me mettre en demeure de souscrire, en me laissant un délai de trois mois pour régulariser la situation.

De plus, après vérification et à la suite des informations qui me sont parvenues, il ressort que le système français de la facturation électronique, via des plateformes privées, est provisoire et ne garantit pas la protection de mes données.

Ces éléments sont déterminants pour garantir la sécurité des transactions de mon entreprise.

Or, votre service de plateforme, qui avait précisément pour objet de satisfaire à des obligations légales et fiscales sensibles impliquant la transmission de données de facturation et de paiement, ne présente pas les garanties attendues.

Ainsi, lors de la souscription du contrat, mon consentement a été vicié ; de ce fait, ce contrat est nul et ne peut produire aucun effet de droit.

Par conséquent, je vous prie de supprimer toutes les données de mon entreprise au sein de votre plateforme, de me le confirmer par retour et de procéder à la restitution des sommes que je vous ai versées au moment de la souscription du contrat. (Préciser le montant des sommes payées)

Je vous précise dès à présent que ma position est irrévocable et que toute pression de votre part sera considérée comme une tentative de chantage, une tentative d'extorsion de consentement, voire du harcèlement.

Je transmets copie du présent courrier aux services fiscaux compétents du ressort de mon entreprise.

À défaut de satisfaire à la présente lettre, je vous informe que je transmettrai le dossier à mon avocat pour la mise en œuvre de toutes les actions civiles et pénales nécessaires à la sauvegarde de mes droits et de mon entreprise.

Je vous informe que le prélèvement automatique a d'ores et déjà été arrêté par mes soins.

Dans l'attente de votre retour,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Cachet de l'entreprise et

Signature du représentant légal de l'entreprise